

Burundi : l'ex-président Bagaza candidat à la présidentielle de juin 2010

@rib News, 27/12/2009 - Source AFPLe Parti pour le redressement national (Parena, opposition) a désigné dimanche son leader, l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza, comme son candidat à l'élection présidentielle prévue en 2010 au Burundi. M. Bagaza a été élu par quelques 250 délégués et par acclamation lors d'un congrès extraordinaire de son parti à Bujumbura. Issu de la minorité tutsie, le colonel Jean-Baptiste Bagaza, 63 ans, était arrivé à la tête du pays à la faveur d'un coup d'Etat militaire en 1976. Il a dirigé le Burundi jusqu'à son renversement en 1987.

"Vous venez de me choisir comme candidat du Parena à l'élection présidentielle de 2010, c'est une lourde responsabilité que j'accepte et je vais présenter aux électeurs mon bilan, c'est-à-dire la paix et le développement", a déclaré M. Bagaza dans un discours à ses partisans. "Le président Bagaza a une chance réelle de remporter la présidentielle grâce notamment au bilan de sa présidence, et aussi parce que les Burundais, qui sont aujourd'hui dirigés par un pouvoir hutu, ont constaté que cela ne les a avancés en rien puisque ce pouvoir n'a pas tué des Hutus", a affirmé le porte-parole du Parena, Raphaël Manirakiza. "L'intérêt de la population est de choisir un bon programme politique, et c'est nous qui l'avons", a assuré M. Manirakiza. Le Parena, formation majoritairement tutsi, avait obtenu 1,8% des voix aux législatives de 2005. La candidature de M. Bagaza intervient après celle de l'ex-président de la transition, Domitien Ndayizeye, candidat du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), et d'Agathon Rwasa, le leader de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL). M. Rwasa et Ndayizeye, tous deux issus de l'ethnie hutu (85% de la population), seront sans aucun doute deux des principaux adversaires du président sortant, Pierre Nkurunziza, lui aussi ancien chef rebelle hutu, qui ne s'est cependant pas encore déclaré. Le Burundi tente depuis 2006 de sortir de 13 ans d'une guerre civile qui a fait au moins 300.000 morts. Ce pays doit organiser des élections générales dont une présidentielle en juillet 2010.